

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Direction départementale des territoires et de la mer

Service territorial Santerre et Haute-Somme

Dossier suivi par : Elodie MOREL Tel : 03 22 84 75 03

Courriel: elodie.morel@somme.gouv.fr

Péronne, le 08 janvier 2020

Le Chef du service territorial Santerre et Haute-Somme,

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

la création d'un forage pour l'alimentation d'un plan d'eau sur le territoire de la commune de Saint-Quentin-en-Tourmont (parcelle cadastrée A 117 ou A 120)

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 30 septembre 2019, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier sous les prescriptions suivantes:

- un essai de courte durée de 4 paliers non enchaînés de 2 heures puis un essai de longue durée supérieur ou égale à 48 heures doivent être réalisés avec un débit supérieur ou égal au débit horaire déclaré afin de quantifier l'influence réelle du nouveau forage sur la ressource en eau et sur les forages voisins les plus proches,
- les eaux pompées doivent être rejetées en aval hydraulique de la nappe et hors du cône d'appel du forage pour éviter tout recyclage de l'eau,
- un dispositif provisoire de fermeture (capot) cadenassé doit être installé sur la tête du tubage en attendant la matérialisation de l'ouvrage,
- la pompe thermique aura une puissance nominale de 60 m³/h maximum et sera équipée d'un compteur volumétrique pour l'évaluation du volume prélevé,
- le volume prélevé maximum autorisé est de 9 000 m³/an.
- si les essais de pompage s'avèrent improductifs, le forage d'essai doit être comblé dès la fin des travaux selon les techniques appropriées.

Par ailleurs, je vous rappelle les éléments de réglementation suivants :

 vous devrez respecter les prescriptions générales applicables aux forages privés fixées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 qui vous a été transmis avec votre récépissé de dépôt de déclaration,

.../...

Monsieur Grégory DAMBRON 7 bis, rue de Monchaux 80 120 SAINT-QUENTIN-EN-TOURMONT



 un rapport de fin de travaux sera transmis à la Direction départementale des territoires et de la mer dans les deux mois suivant leur exécution.

Cette démarche ne dispense pas des autres éventuelles demandes d'autorisation qui seraient nécessaires à d'autres titres.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice objet de votre déclaration doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent courrier, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressées dès à présent à la mairie de Saint-Quentin-en-Tourmont où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Somme Aval et cours d'eau côtiers pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie de Saint-Quentin-en-Tourmont, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

